

AU SÉNÉGAL

ENCOURAGER LA PRODUCTION DE LAIT EN ZONE PASTORALE



Entretien avec Cécile Broutin (Gret)

Agroéconomiste, Cécile Broutin est responsable des programmes *Agriculture familiale et filières* au sein du Gret, association française de développement qui intervient dans une trentaine de pays. Elle a travaillé dix-huit ans au Sénégal et a acquis une grande expertise sur l'aval des filières agricoles en Afrique de l'Ouest, transformation et commercialisation, et plus spécifiquement sur les filières laitières.

Au Sénégal, le Gret soutient le nouvel essor de la production laitière locale face à une demande qui explose avec la forte croissance des villes et l'élargissement des classes moyennes. (Photo: équipe du projet dans le Dagana, C. Broutin est en haut, 3^{ème} en partant de la droite)

Dans le cadre d'un projet porté par¹ :



Gret

www.gret.org



**Association Sud-Ouest d'aide au
développement international agricole**

www.asodia.org

Après le projet Prolait qui ciblait les mini laiteries du centre et du sud du pays, comment est né ce nouveau projet du Gret dans le Nord sahélien ?

Une entreprise sénégalaise, la Laiterie du Berger, nous a sollicités en raison ses problèmes d'approvisionnement en lait local. Son unité industrielle est installée à Richard-Toll, dans le

¹ Mené en partenariat avec le Groupement d'intérêt économique des collectivités locales du département de Dagana (Gic Dagana) et la Laiterie du Berger, le projet Asstel bénéficie aussi du soutien financier de l'AFD, de la coopération monégasque et de la région Midi Pyrénées dans le cadre d'une coopération décentralisée avec la Région de Saint Louis et le Conseil départemental de Dagana.

département de Dagana, à la frontière avec la Mauritanie, et sa structure commerciale est sise à Dakar. Ses concurrents basés à Dakar travaillent exclusivement avec de la poudre de lait importée. L'entreprise a beaucoup augmenté ses parts de marché à Dakar, mais elle ne dispose pas d'assez de matière première locale. L'entrepreneur a dû compenser par l'achat de poudre de lait importée alors qu'une de ses priorités est la valorisation de lait local de qualité en produits laitiers vendus sur le marché national. C'est le positionnement stratégique choisi par la laiterie à sa création. Le projet « Accès aux services et structuration des éleveurs laitiers » (Asstel) est né après une phase de diagnostic de plusieurs mois. Son objectif est d'améliorer les revenus des éleveurs du département de Dagana par l'accroissement de la production laitière et de la vente du lait frais et des produits laitiers.



Éleveur nomade © Amel Benkahla, Gret

Est-il vrai que les mini laiteries ne sont pas toujours efficaces pour amener le lait vers les villes ?

Les mini laiteries sont des unités de transformation qui traitent entre 100 et 1 000 litres par jour. Elles sont au plus près des zones de production pour valoriser le lait local et vendre sur les marchés des centres urbains proches. Au Sénégal, elles sont présentes dans le bassin arachidier et surtout au Sud du pays, où elles approvisionnent le marché des villes secondaires de Kolda, Tambacounda, etc.

Outre la Laiterie du Berger, le projet prévoyait d'étudier les 5 mini laiteries du département du Dagana afin d'envisager des appuis. Les diagnostics ont mis en évidence que seules deux d'entre elles fonctionnaient, mais avec des perspectives de développement limitées². La stratégie a été recentrée sur les éleveurs approvisionnant la Laiterie du Berger. Il s'agit avant tout de renforcer les capacités des producteurs à l'approvisionnement régulièrement. En effet, la production laitière de la zone est principalement issue d'un système pastoral dont la mobilité des troupeaux, même réduite, demeure le socle. Les frais de collecte de petites unités installées le long du fleuve [Sénégal], près de la route nationale, sont élevés en raison des distances à parcourir et de la variation des volumes de lait disponibles. Il faut drainer beaucoup de lait, auprès d'un nombre important de familles d'éleveurs, comme le fait la Laiterie du Berger, pour que l'opération soit rentable. Une autre

² Il n'était pas possible d'avoir des changements significatifs en agissant sur les systèmes de production des éleveurs qui les approvisionnent en raison des très faibles volumes transformés et destinés uniquement au marché de proximité. Impossibilité donc pour ces laiteries de développer des services d'appui à la production.

spécificité de cette partie Nord du Sénégal est qu'il existe très peu de centres urbains, Saint-Louis excepté. La capacité de collecte plus importante de la Laiterie du Berger est essentielle car elle transporte le lait jusqu'au marché dakarois, à plus de 300 kilomètres de là. Ce dispositif peut être assimilé à de l'agriculture contractuelle, avec, face aux éleveurs, un transformateur unique pour un marché déterminé.

A l'inverse, dans le Sud, en Casamance, les éleveurs sont à proximité de villes et les mini laiteries sont rentables. L'organisation de petites filières connectées aux marchés urbains est facilitée.

Comment s'organise la collecte de la Laiterie du Berger ?

Dans la zone, le grand nombre et la dispersion des éleveurs compliquent la collecte. La Laiterie du Berger a mis en place des axes de collecte, avec des lieux de regroupement desservis deux fois par jour. Les éleveurs peuvent également livrer directement à la laiterie si leur production dépasse 100 litres. La Laiterie du Berger suit de près les coûts de la collecte et effectue un calcul de compétitivité du prix de revient du lait local rendu usine par rapport au lait en poudre.



Collecte de la Laiterie du Berger © Guillaume Bastard, Gret

Pour améliorer la compétitivité de son service de collecte du lait local, la Laiterie du Berger restructure son dispositif en remplaçant les pick-ups par des tricycles et des motos moins coûteux (investissement et charges). Les collecteurs ramènent le lait le long des axes principaux de collecte. La Laiterie a ainsi drainé plus de lait et réduit ses charges fixes de collecte.

La Laiterie aimerait aujourd'hui favoriser également l'implantation de petites fermes plus intensives à proximité du fleuve [*Sénégal*] ou du Lac de Guiers. Appuyer le développement des deux systèmes d'élevages en parallèle (petits producteurs et unités plus intensives) accroîtrait la production laitière locale et, donc, les volumes captés. Ce souhait ne remet pas en cause la collecte auprès des petits éleveurs qui est au centre du projet Asstel et répond à l'objectif du Gret d'accroître les revenus des exploitations familiales les plus vulnérables.

Le conseil à l'exploitation familiale, avec un axe performance laitière, entre dans cette volonté de concevoir des systèmes de production laitière adaptés aux contraintes du milieu. La base de données du contrôle laitier, mise en place par Asstel, apporte des éléments chiffrés à la réflexion technique et économique pour une productivité laitière améliorée.

Pourrait-on accroître le cheptel laitier ?

Nous sommes prudents. Les troupeaux sont parfois déjà très importants mais leur gestion n'est pas axée sur le lait. Il ne sert à rien de faire naître ou de spécialiser davantage de bêtes si l'on n'est pas certain de pouvoir les abreuver et les nourrir correctement. Pendant la saison des pluies [3 mois], la quantité de lait augmente fortement et l'approvisionnement est suffisant. La saison sèche est bien moins productive en raison de la baisse de la nourriture disponible.

Quels sont les leviers pour collecter davantage de lait autour de Richard-Toll ?

Le premier levier, le plus important, est la gestion du fourrage pour limiter la transhumance, apporter aux vaches les aliments nécessaires à un accroissement de la production et renforcer la résilience des éleveurs face aux aléas climatiques. Nous avons concentré nos activités au début du projet sur le service alimentation. Le Gret et la Laiterie du Berger ont noué un partenariat avec la compagnie sucrière du Sénégal pour valoriser les feuilles de canne dans l'alimentation des bovins. La fauche de la paille est aussi une solution. Même s'ils ont déjà des notions empiriques, le projet veille à conseiller les éleveurs pour qu'ils soient en mesure de fournir l'alimentation adéquate en fonction de la production laitière de chaque vache. La vocation première des troupeaux est la viande. La production et surtout la commercialisation du lait cru se sont seulement développées depuis l'installation de la Laiterie du Berger et cela demande de nouvelles compétences.

Une fois en mesure de gérer l'alimentation d'animaux plus productifs, les éleveurs peuvent acquérir des bovins de races performantes. Certains, par exemple, ont acheté des vaches de race Maure, réputée avoir un meilleur rendement. Mais le résultat s'est souvent révélé décevant, car ce ne sont pas les bêtes les plus productives qui leur ont été vendues. L'autre voie est l'insémination artificielle. Elle présente de nombreuses contraintes en termes d'adaptation des animaux à la marche, à l'alimentation, à la chaleur, etc. Le projet a conduit une opération pilote d'insémination artificielle et, malgré la proximité du conseil technique, le taux de gestation est faible (30 %). La gestion non différenciée, au sein du troupeau, des animaux en est la principale cause.

Grâce au contrôle laitier, nous avons constaté un potentiel intéressant chez des zébus Gobra (race locale) qui offrent un potentiel de sélection génétique au sein des troupeaux. D'après nous, c'est aujourd'hui l'option à retenir pour la plupart des exploitations, avec le recours à des vaches maures dont le potentiel laitier est avéré.

Le projet a tout de même répondu à la demande de certains éleveurs, via l'appui d'experts de la région Midi-Pyrénées, pour la mise en place d'un petit programme d'insémination artificielle avec la race Brune. Cette voie d'amélioration du potentiel laitier ne peut être envisagée que dans des exploitations qui souhaitent se spécialiser en production laitière et qui disposent de suffisamment de ressources fourragères. De plus, les premiers résultats de l'insémination artificielle ne sont visibles qu'au bout de 4 ans, quand les vaches métisses deviennent productives.

Quelles solutions la stabulation ou le suivi d'un petit troupeau laitier peuvent-ils apporter ?

La stabulation ou le maintien d'une partie du troupeau (5-10 vaches) près des hameaux présentent un double intérêt. D'une part, on peut suivre chaque vache et individualiser son alimentation. Les familles ont des petites mangeoires. Les femmes, généralement responsables de la production laitière, savent ce qu'il faut donner à chaque vache (fourrage et aliments concentrés). D'autre part, les vaches viennent à heure fixe manger près des habitations, il est plus facile de les traire en saison sèche. En restant sur place, les animaux dépensent moins d'énergie pour la marche et donnent plus de lait. Mais cette solution comporte aussi des contraintes. Il faut stocker le fourrage, l'aliment concentré et l'eau (si aucun point d'eau n'est à proximité). La stabulation favorise l'attaque

d'insectes piqueurs à l'origine de maladies. Les veaux doivent être protégés la nuit (moustiquaires au-dessus des lieux de repos).

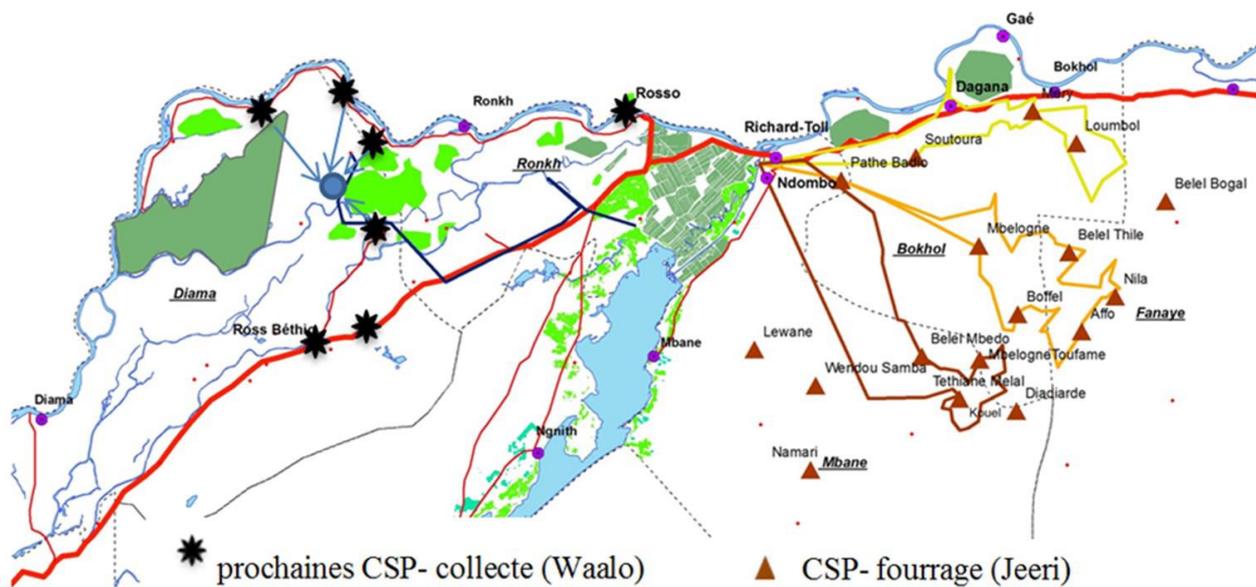
Comment accompagnez-vous les éleveurs peuhls³ éparpillés sur la zone ?

Nous privilégions une mobilisation via les responsables des axes de collectes de la Laiterie du Berger et, surtout, l'appui à des démarches collectives pour l'accès aux fourrages.

La création d'un centre de services unique, idée retenue à l'issu du diagnostic, a été remise en cause au cours de la première année du projet. Le modèle économique reposait sur la collecte de lait, rémunérée par la Laiterie du Berger et la vente d'aliments par ce centre qui devait financer les services aux éleveurs. Cela s'est avéré très risqué lors d'une mauvaise année pluviométrique, comme celle de 2011-12, qui s'est traduite par une forte baisse de production et de la collecte de lait. Le troupeau, sous-alimenté, a beaucoup transhumé. Les éleveurs étaient incapables de rembourser les crédits aliments. Les lourdes pertes engendrées en 2012 sur le bétail avec un taux d'avortement élevé du fait d'une mauvaise alimentation et de déplacements importants ont eu des répercussions jusqu'en fin d'hivernage 2013, période à laquelle nous avons constaté le retour à un niveau normal de vêlage.

Comment vous êtes-vous adaptés ?

Le modèle initial a évolué vers un système décentralisé avec des centres de services de proximité (CSP). Ils sont organisés autour d'un parc à fourrage, propre à chaque groupe de villages. Les usagers signent une adhésion pour participer au centre de services. Réunis en assemblée, ils désignent un gérant privé. Il est rétribué par une commission sur les ventes de fourrage.



D'après carte Labaly Touré

CSP = Centre de service de proximité

Ces « associations » se réunissent régulièrement. Elles tiennent des comptes avec des outils de gestion proposés par le projet. Nous ne voulons pas créer de nouvelles organisations de producteurs. Il existe déjà des associations d'éleveurs dans la zone qui sont davantage dans l'action syndicale. Nous travaillons avec elles dans le cadre de l'appui à la concertation. Avec les CSP, les

³ Les peuhls sont un groupe ethnique traditionnellement pasteurs en Afrique de l'Ouest

éleveurs s'organisent autour de services opérationnels répondant à des besoins. Ce type d'associations d'usagers existe déjà pour la gestion de l'eau potable.

Ce modèle de centre de service de proximité semble mieux correspondre à ce que veulent les éleveurs. 17 centres sont désormais en place autour des endroits de stockage du fourrage. Nous avons cherché à respecter la cohérence territoriale et sociale. Il s'agit de mailler le territoire, tout en évitant les conflits de leadership dans ces structures nouvelles. Nous pensons compléter ce dispositif par un service d'accès à l'eau.

Quels besoins les éleveurs expriment-ils ?

Dans la zone agro-pastorale du Waalo, sur les bords du Fleuve Sénégal, les éleveurs veulent surtout un appui sur la collecte, pour la gérer collectivement et vendre davantage de lait à la laiterie. La seconde demande porte sur les soins vétérinaires, sur des démarches collectives qui facilitent l'accès aux médicaments.

Dans la zone pastorale du Jeeri, plus loin du Fleuve Sénégal, la priorité est plutôt l'accès à l'alimentation, c'est-à-dire le fourrage pour la saison sèche. Les terres n'étant pas inondables, elles sont désertiques et peu exploitées à des fins agricoles, il n'y a pas de sous-produits agricoles, contrairement au Waalo où les éleveurs peuvent donner aux animaux des résidus de récoltes, du son de riz, etc.

En plus des actions de formation, d'amélioration de la collecte et d'accès à l'alimentation dans le Jeeri, qui bénéficient à plus de 700 familles, nous soutenons des élevages pilote. Il s'agit d'exploitations familiales qui ont manifesté le souhait de développer la production laitière et ont été sélectionnées par le projet sur la base de leur dossier, d'une visite de l'exploitation et d'échanges sur leur projet d'amélioration. Le conseil réalisé par l'équipe projet renforce les capacités de gestion et les performances laitières de ces exploitations.

Quels ont été les premiers résultats du projet ?

En 2014, 19 familles bénéficient de la démarche d'élevage pilote (EP) et ont presque doublé leur production en 1 an. Une centaine sera accompagnée en 2015.

En 2014, la lactation a augmenté, surtout en saison sèche. Sur la dernière campagne, la Laiterie du Berger a atteint ses objectifs de collecte. Mais c'est aussi parce qu'il y a deux ans, l'année a été très mauvaise avec une sécheresse et une baisse de la production l'année suivante. Le volume de lait collecté par la Laiterie du Berger a atteint 946 tonnes en décembre 2014, soit + 29 % par rapport à la période de référence 2010-2012.



© Cécile Broutin, Gret

Éleveurs et laiterie ont-ils formalisé leur relation ?

Aucun accord écrit n'a été passé pour le moment. La Laiterie fait des crédits aliments. Elle tient les comptes par « bidon ». Plusieurs producteurs rassemblent leur lait dans le même bidon de collecte et désigne le « chef » de bidon qui est l'interlocuteur de la Laiterie du Berger. Les revenus sont payés tous les mois, déduction faite des crédits aliments. Les collecteurs sont en contact avec les chefs de bidon. C'est une relation orale et physique. Les éleveurs savent que s'ils fournissent davantage de lait en hivernage, ils peuvent avoir des crédits supérieurs. Les contacts passent essentiellement par des flux d'argent, mais le revenu régulier crée un lien entre l'industrie et les éleveurs-fournisseurs. Une réunion mensuelle se tient lors de la paie, entre la Laiterie et les représentants des axes de collecte.

N'y a-t-il pas de conflits autour de la collecte centralisée dans les bidons ?

Il y a des systèmes de comptage différents, mais le chef de bidon consigne les quantités versées par chacun dans un cahier. Quand un chef de bidon centralise la production de différentes femmes dans un bidon, il semble que la répartition ne soit pas toujours en fonction de la quantité fournie. Ce sont des arrangements familiaux qui ne posent généralement pas de problèmes. Mais, parfois, une femme mécontente de la gestion peut décider de prendre un bidon à son nom. Depuis la création de la Laiterie, on note une tendance à une séparation des fournisseurs. Au début, chaque bidon regroupait en moyenne la production de 2,2 fournisseurs. En 2012, l'enquête réalisée par l'Ifpri met en évidence que de plus en plus de fournisseurs ont leur propre bidon, faisant baisser la moyenne d'éleveurs par bidon à 1,3.



© Guillaume Bastard, Gret

Les petits éleveurs peuvent-ils faire entendre leur voix face à La Laiterie du Berger ?

Il est vrai que la Laiterie du Berger a maintenu un prix d'achat aux éleveurs identique pendant les premières années. Cela se justifiait car elle n'arrivait pas, et n'arrive toujours pas, à dégager de bénéfices. De plus, pour maintenir sa part de marché à Dakar, elle doit être compétitive par rapport aux produits fabriqués par les laiteries industrielles qui utilisent du lait en poudre. En appuyant l'installation de mini fermes le long du Fleuve Sénégal, la laiterie espère accroître la collecte et ainsi améliorer sa rentabilité.

Certains éleveurs pensent que la Laiterie fait des marges intéressantes. Ils méconnaissent les difficultés qu'elle rencontre à atteindre l'équilibre économique et à être compétitive sur le marché de Dakar vis-à-vis des industries qui transforment le lait en poudre. Il faut favoriser le dialogue et la communication pour que chacun prenne conscience des contraintes de l'autre partie. Les rapports équilibrés naissent grâce à la structuration de la filière et à l'information mutuelle. La Laiterie a augmenté en 2014 le prix d'achat du litre de lait. Elle essaie de compenser cette hausse en réduisant ses coûts de collecte. Les éleveurs de leur côté doivent mieux maîtriser les coûts de production, par exemple en ne donnant pas trop d'aliments à leurs vaches lorsque le potentiel de production ne permet pas de les valoriser. Le contrôle laitier et le conseil les aident à ajuster l'alimentation aux besoins et aux performances des animaux.

Dans la filière laitière, le rapport de force n'est en général pas défavorable aux éleveurs car les laiteries sont très dépendantes d'eux. L'enjeu est de trouver un consensus par rapport aux différentes contraintes des producteurs et de l'entreprise qui soit bénéfique aux deux parties. Ce n'est pas forcément simple.

Les commerçants ont souvent, eux aussi, une mauvaise image. Ils sont désignés comme les « profiteurs », ceux qui exploitent les producteurs et font le plus de marge. Les mêmes reproches sont faits aux entreprises de transformation. Il faut nuancer ces visions, ne pas avoir de position dogmatique en considérant par exemple que les producteurs doivent capter l'ensemble de la valeur ajoutée y compris celle de la transformation. S'il y a déjà des laiteries en place qui créent de l'emploi, font vivre des familles, pourquoi privilégier la création d'une nouvelle laiterie avec les producteurs au risque de créer une concurrence forte si le marché n'est pas suffisant ?

Pour structurer la filière, vous avez donc mis en place un cadre de concertation multi-acteurs...

Oui, à l'échelle du département, et avec les collectivités locales notamment. Les élus locaux peuvent être un relais des préoccupations qui pèsent sur les éleveurs auprès de l'Assemblée nationale ou du gouvernement. Les organisations d'éleveurs existantes ne travaillent pas forcément sur le lait. Et certaines sont davantage dans la défense des intérêts de leur organisation, elles ne font pas toujours front commun. La concertation peut les y aider.

Le cadre de concertation du département du Dagana est récent. Un diagnostic a été nécessaire pour repérer les acteurs. Les collectivités locales voulaient que les éleveurs assurent la présidence. Les différentes OP sont parvenues au consensus suivant : président et deux vices présidents, tous volontaires, viennent chacun d'une organisation différente.

Les cadres de concertation interprofessionnels servent à faire progresser la filière grâce au dialogue des différents acteurs. Ils permettent d'améliorer les connexions entre les producteurs et le marché. En demandant « qu'est-ce que veut le marché ? », plutôt que « qu'est-ce qu'on veut produire ? ».

Selon vous, il ne faut pas se focaliser sur la production ?

Effectivement, lorsque l'on parle de sécurité alimentaire, il est courant de prendre en considération la seule production. Le pilotage de l'ensemble de la filière par la production est un vrai problème. Même les ministères voient souvent les producteurs comme les seuls interlocuteurs pour les filières agricoles. C'est difficile de parler des autres acteurs et la quasi-totalité des projets d'appui aux filières ont fait le choix de passer exclusivement par une organisation nationale de producteurs (la transformation était ciblée, mais au travers d'organisations de producteurs). Dans la pratique, les acteurs de l'aval des filières ont alors des difficultés à obtenir des appuis. De notre côté, nous préférons appuyer directement les organisations professionnelles de la transformation. Les transformatrices souhaitent que leur métier soit reconnu et différencié de celui des producteurs.

Les producteurs ont tendance à percevoir les acteurs de l'aval comme des concurrents. Il faut reconnaître les autres métiers de la filière et créer les conditions d'un dialogue entre acteurs. Les OP doivent accepter de partager leur leadership dans la gestion de la filière.

Qu'est-ce qui doit guider les programmes d'appui agricoles ?

La création et la distribution de revenus entre les acteurs de la filière devraient être la priorité. C'est une question d'équité. Il faut toujours se questionner par rapport au contexte et aux objectifs. Il ne faut jamais plaquer un modèle sans comprendre les dynamiques existantes. Je suis par exemple gênée par la promotion des ESOP⁴ à tout crin. Le modèle est intéressant et a des impacts certains sur les producteurs. Mais il faut éviter qu'elles viennent concurrencer une petite entreprise déjà présente. Il est nécessaire d'évaluer les risques de faire perdre des revenus à des personnes fragiles lors qu'on promeut des modalités d'organisation des filières. Un risque courant est celui de l'éviction des femmes du secteur de la transformation ou de la distribution quand une activité devient plus lucrative. Elles ne doivent pas être fragilisées et perdre leurs revenus.

Quid des relations hommes-femmes dans votre projet avec la Laiterie du Berger ?

La relation entre hommes et femmes est très codifiée dans le contexte social peuhl, où les inégalités de genre sont plus marquées que dans d'autres milieux ruraux du Sénégal ou de pays voisins. Les hommes dominent dans la sphère publique, dans les organisations, dans le dialogue avec les acteurs institutionnels. Or, ce sont le plus souvent les femmes qui traient les vaches, donnent à manger aux animaux et vendent le lait caillé sur les marchés locaux. Elles possèdent également une partie du troupeau. Quand des laiteries s'installent, les maris deviennent souvent les interlocuteurs privilégiés et livrent la laiterie. Les femmes peuvent perdre la gestion des revenus du lait. Dans le cas de la collecte pour la Laiterie du Berger, on note que les chefs de bidons sont majoritairement des hommes. Une femme peut être chef de bidon mais généralement suite à des conflits entre coépouses ou à une gestion séparée des unités de consommation entre épouses. Les femmes sont en retrait parce qu'elles parlent peu devant leurs maris ou d'autres hommes de la famille et nous avons du mal à les impliquer dans le projet et même à les recruter dans l'équipe du projet. C'est le cas dans beaucoup de projets ruraux au Sénégal, du fait d'un nombre limité de femmes dans les filières de formation technique, comme l'École d'élevage de Saint Louis (2 femmes sur 25 dans la dernière promotion). Et lorsque les équipes projet sont masculines, ce sont naturellement les hommes des villages qui les rencontrent et s'impliquent, c'est un cercle vicieux.

Comment aider les femmes à s'exprimer et à s'impliquer davantage ?

Nous avons mené une étude pour mieux analyser la situation des femmes et les moyens d'accroître leur participation aux activités du projet et au développement de la filière. Nous avons par exemple organisé des réunions de femmes dans les bureaux du projet. Elles s'expriment plus facilement entre elles et ont apprécié de sortir du village pour venir rencontrer l'équipe. Parmi les 19 éleveurs pilotes, deux sont des femmes. Cela serait intéressant de réaliser une fiche témoignage sur l'expérience de ces femmes et de la partager avec les autres femmes, pour leur montrer que c'est possible.

Dans les élevages pilotes, la démarche du conseil à l'exploitation familiale est basée sur des discussions en assemblée de famille pour aborder l'ensemble des activités, dépenses, ressources. Même si ce n'est pas l'objectif premier, on note que cette démarche contribue à une plus grande implication des femmes qui est nécessaire, dans la mesure où elles ont la responsabilité de certaines activités (traite, distribution des aliments aux vaches, etc.). L'équipe du projet s'adresse à

⁴ Entreprises de services et organisation de producteurs. C'est une entreprise qui associe organisations de producteurs (OP) et entreprises de services, puis accompagne la valorisation des produits tout au long de la chaîne de valeur.

la fois aux hommes et aux femmes. Les femmes se sentent davantage impliquées dans les discussions et osent donner leur avis, mais il reste énormément de contraintes.



© Franck Boyer, Kamikazz

Nous poursuivons la réflexion sur les activités et démarches à privilégier. Par exemple, comment animer une réunion où il y a des hommes et des femmes, pour faire parler les femmes qui ont tendance à ne jamais donner un avis différent de celui d'un homme qui se serait exprimé avant. Nous conduisons également une étude actuellement pour voir si le fait d'organiser des formations techniques spécifiques pour les femmes entraîne une amélioration de production de lait plus forte que dans les ménages où les formations ont été réalisées pour les hommes.

Est-ce une problématique que vous rencontrez souvent ?

Oui, nous observons ce phénomène d'exclusion des femmes dans toutes les filières agro-alimentaires, en général traditionnellement féminines. Dès qu'une amélioration des procédés ou de la productivité apparaît, les hommes investissent l'activité. En effet, ils ont des capacités financières plus élevées et ils peuvent investir un peu plus. Il faut veiller à ce que le projet n'accroisse pas des inégalités ou n'en crée pas, mais au contraire influe positivement sans nécessairement agir de manière directe sur les rapports sociaux. C'est d'autant plus délicat que les équipes projets sont souvent issues du même milieu et ont parfois du mal à prendre en compte cette dimension ou à trouver important d'agir sur les relations hommes-femmes. Je me demandais si dans le cadre de la capitalisation du programme Pafao, on pouvait enclencher une réflexion sur ce sujet. Il existe peut-être des méthodes, des expériences utiles pour d'autres contextes, d'autres projets et, si l'on en parle davantage, les projets incluront plus systématiquement cette dimension genre.

Propos recueillis en juin 2014 par Bastien Breuil (CFSI), complétés par des échanges avec Cécile Broutin et le chef de projet au Sénégal, Guillaume Bastard et édités en mars 2015.

Photos © Gret (G. Bastard, A. Benkahla, C. Broutin) et Kamikazz (F. Boyer)

Pour creuser le sujet :

- Fiche projet, [Développement de l'élevage et structuration de la filière laitière Sénégal](#), 2012
- Témoignage, [Guillaume Bastard du Gret : comment appuyer la filière lait sénégalaise ?](#) 2014
- Fiche innovation, [Mini-laiteries coopératives pour optimiser la collecte et la distribution du lait local](#), 2013
- Fiche innovation, [Structuration d'un réseau de collecte du lait](#), 2014
- Information, [Le lait, valeur montante au Sénégal](#), 2012

Ce projet a bénéficié d'un financement de la Fondation de France dans le cadre du programme « Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest » (PAFAO, appel de 2012). Voir la [fiche projet](#).

Le programme de Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest est porté par la Fondation de France et le CFSI. Il bénéficie de la contribution de la Fondation JM. Bruneau (sous égide de la Fondation de France), de la Fondation Ensemble, de la Fondation L'OCCITANE et de l'Agence Française de Développement. SEED Foundation et la Fondation Un monde par tous participent également au volet capitalisation du programme.



FONDATION JM. BRUNEAU
Sous l'égide de la Fondation de France

